

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social Protection Judiciaire de la Jeunesse



Fédération Syndicale Unitaire

Secrétariat Régional Grand-Ouest

14 rue Papu 35000 RENNES

Tél : 06.24.12.93.58 ou 06.34.04.57.85

mail : snpespjj-grandouest@hotmail.fr



POUR COMBATTRE UN MEPRIS QUI A TROP DURE

L'avenir de la PJJ en grand danger

Sous couvert d'économies urgentes à faire pour éviter la cessation de paiement des salaires en fin d'année 2024, la Directrice de la PJJ a annoncé, à la fin du mois de Juillet, sans ciller, **le non renouvellement et l'abandon de recrutement de 450 à 500 personnels**, mesure à prendre sur le champ !

Cette annonce est un vrai coup de tonnerre et ne fait que confirmer le délabrement de la PJJ, les non remplacements des titulaires et les difficultés de plus en plus grandes à exercer pour l'ensemble des collègues.

Sur le plan médiatique, jamais la PJJ n'avait été autant ciblée que ces derniers mois, que ce soient dans les médias nationaux ou locaux. Pour tous, il s'agit ici, du démantèlement d'un service public.

La crise était annoncée :

En allant rencontrer les collègues sur les services de la région, le SNPES-PJJ/FSU était déjà effaré de l'état catastrophique des services et du mal être des professionnels. Ces derniers questionnaient le sens de leur travail, évoquaient leur fatigue, leur isolement, la pression liée au CJPM et au management.

La situation d'aujourd'hui vient parachever le travail de destruction entamé.

Le SNPES-PJJ/FSU n'a eu de cesse de dénoncer le manque de titulaires et le risque que les contractuels soient considérés comme une variable d'ajustement. La réalité est bien amère et touche de plein fouet les services.

Les équipes sont exsangues, et l'annonce de cet été a été le coup de grâce aux dernières illusions éducatives.

Les jeunes, leurs familles et l'ensemble des professionnel(le)s subissent cette politique de précarisation qui multiplie le recours à des contrats toujours plus courts et toujours plus incertains entretenant l'insécurité tout en exigeant la continuité du Service Public.

De nombreux postes vacants restent découverts et ne donnent pas droit à des autorisations de recrutement. Les unités continuent à travailler en mode dégradé. Pour notre organisation syndicale, la position de notre direction est déconnectée de la réalité des terrains, et nous apparaît aussi incompréhensible qu'elle est insupportable.

Nous assistons dès lors au décalage flagrant entre nos instances dirigeantes et les gens d'en bas, qu'ils soient simples citoyens ou professionnels de l'éducation. La fracture continue et s'aggrave tout comme la destruction des services publics. Le gouvernement a annoncé cet hiver un changement prochain du statut des fonctionnaires et la possibilité de les licencier. C'est en marche. Ils s'attaquent d'abord aux contractuels, simple variable d'ajustement, puis continueront leur travail de démantèlement avec les titulaires.

Nous ne pouvons tolérer ces graves attaques contre le Service public par un gouvernement délégitimé par le résultat des urnes mais qui s'obstine à continuer le travail de sape.

MOBILISONS-NOUS le 19 SEPTEMBRE 2024 !